

Disparitions en Amazonie : des chefs autochtones dénoncent la politique du gouvernement brésilien

Image not found or type unknown

Bruxelles, 17 juin (RHC) Sept chefs autochtones brésiliens ont dénoncé jeudi à Bruxelles le climat de violence et d'« impunité » en Amazonie, après la disparition d'un journaliste britannique et d'un expert, fustigeant l'inaction du gouvernement Bolsonaro face aux crimes environnementaux.

Un suspect a reconnu mercredi, selon la police, avoir enterré les corps du journaliste britannique Dom Phillips et de l'expert brésilien Bruno Pereira, dix jours après leur disparition dans la Vallée de Javari, région frontalière du Pérou et de la Colombie et où prospèrent les trafics de drogue ainsi que la pêche et l'orpaillage illégaux.

En habits traditionnels, arborant colliers, pipes et parures à plumes colorées, sept membres de l'Association des peuples autochtones du Brésil (Apib), le plus important organisme représentant les intérêts des autochtones amazoniens, ont pointé, lors d'une manifestation près des institutions de l'UE, la responsabilité partagée du gouvernement brésilien et des organisations criminelles actives dans la forêt.

Le gouvernement de Jair Bolsonaro « ne montre aucun désir de se battre contre les crimes environnementaux, on a l'impression qu'il existe une impunité », au risque d'encourager l'agression des militants ou des locaux qui osent dénoncer les activités criminelles en Amazonie, a déclaré à l'AFP l'un des chefs, Dinamam Tuxa.

Selon lui, « des centaines » d'autochtones et militants environnementaux ont été tués ces dernières décennies en Amazonie après avoir dénoncé l'exploitation de bois rares, la déforestation, l'extraction minière ou la pêche illégale.

« Nous réclamons la justice pour Dom, pour Bruno, pour les responsables autochtones et pour les militants écologistes qui ont été assassinés parce qu'ils s'attaquaient à ces pratiques illégales », a poursuivi Dinamam Tuxa, s'exprimant en portugais.

La zone de la Vallée de Javari est un axe stratégique pour les gangs de narcotrafiquants qui acheminent par voie fluviale de la cocaïne ou du cannabis produits dans les pays voisins.

Auteur de dizaines de reportages sur l'Amazonie, Dom Phillips, 57 ans, installé au Brésil depuis 15 ans, y faisait des recherches pour un livre sur la préservation de l'environnement.

Bruno Pereira, 41 ans, qui le guidait, était un expert reconnu des droits des autochtones et a travaillé longtemps pour l'agence gouvernementale des affaires indigènes (Funai).

Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, favorable à l'exploitation minière et agricole de réserves indigènes en Amazonie, a été fortement critiqué pour avoir qualifié leur expédition d'« aventure peu recommandable ».

L'Union des peuples indigènes de la Vallée de Javari (Univaja) a qualifié le meurtre présumé de « crime politique », rappelant avoir déjà alerté à plusieurs reprises les autorités sur la présence de groupes illégaux de pêcheurs et chasseurs liés aux trafiquants de drogue sans que des mesures soient prises.

Source La Presse

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/291013-disparitions-en-amazonie-des-chefs-autochtones-denoncent-la-politique-du-gouvernement-bresilien>



Radio Habana Cuba